

avertissement : l'étude qui suit a été rédigée en mai 2008 ; mais elle permet de redonner une grande partie du contexte dans lequel la suite des événements, et notamment le changement d'attitude de fin 2013 entre les puissances impérialistes et l'Iran, se produit

L'IRAN, LA BOMBE ATOMIQUE ET LA GUERRE

table des matières :

- p.2 - LES MONTEES NATIONALISTES EN IRAN 1900-1953*
- p.4 - L'IRAN SOUS DOMINATION IMPERIALISTE (1953-1973)*
- p.5 - L'EXPLOSION DES CONTRADICTIONS 1973-1979*
- p.6 - LES OPPOSITIONS AU REGIME DU CHAH 1960-1979*
- p.8 - LA REVOLUTION IRANIENNE ET LE POUVOIR ISLAMIQUE*
- p.10 - UNE CONSTRUCTION SOCIALE DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE :
LES PASDARAN*
- p.11 - LA GUERRE IRAN-IRAK ET LES IMPERIALISTES 1980-1988*
- p.12 - LA REVOLUTION ISLAMIQUE A L'EXTÉRIEUR DE L'IRAN*
- p.14 – LA FIN DE LA GUERRE,
VERS UN RETOUR A UN IRAN FREQUENTABLE 1989-2002*
- p. 14 – LE NUCLEAIRE ET L'IRAN 1985-2007
(page 15 : petite parenthèse technique sur l'enrichissement de l'uranium)*
- p.17 - L'IRAN DEVIENT LE SATAN NUCLEAIRE AMERICAIN 2002-2007*
- p.20 – LES TENTATIVES ISRAELIENNES 2002-2006*
- p.21 - LE TOURNANT SUNNITE DES AMERICAINS EN IRAK début 2007*
- p.23 - LA GUERRE D'IRAN AURA-T-ELLE LIEU ?*
- p.26 - bibliographie*

L'Iran est un pays peuplé avec autant d'habitants que la France, à peu près, et trois fois plus grand. Il est considéré comme la seconde réserve mondiale de pétrole (derrière l'Arabie saoudite) et la seconde réserve aussi de gaz (derrière la Russie). Et il se trouve exactement entre l'Afghanistan et l'Irak, deux pays contre lesquels les Etats-Unis sont entrés en guerre en 2001 et 2003.

Y a-t-il ou y a-t-il eu récemment, et y a-t-il encore, un risque de conflit guerrier entre les USA, avec d'éventuels alliés, et l'Iran ? La réponse, nous allons le voir ici, c'est oui. Oui, on est déjà passé pas loin du déclenchement d'une telle guerre ; oui, le risque est toujours présent ; oui, enfin, le risque de l'utilisation dans cette guerre de l'arme nucléaire par les USA est très élevé.

La situation globale de confrontation entre l'Iran et les USA date de la Révolution islamique de février 1979, et de l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, il y a bientôt trente ans. Mais l'idée de la nécessité d'abattre le régime iranien, par la guerre, et une guerre directement menée par les Etats-Unis, cette idée est très récente et date du tout début des années 2000.

LES MONTEES NATIONALISTES EN IRAN 1900-1953

L'Iran, que l'on nomme la Perse jusque 1935, n'a jamais été une colonie à proprement parler. Mais elle a été écartelée entre l'empire russe, au Nord, et la Grande-Bretagne, le numéro un de l'impérialisme d'avant les deux guerres mondiales. A la fin du 19^e siècle, ces deux puissances obligent le Chah d'Iran à signer des accords qui leur offrent des concessions. Il devient impossible au pays de développer une éventuelle industrie locale. Lorsque du pétrole est découvert en 1901, il est donc naturellement mis sous concession anglaise, et la Grande-Bretagne se l'accapare en montant l'Anglo-Iranian Oil Company (ancêtre de BP).

Deux forces sociales voient d'un mauvais œil cette ingérence. C'est d'une part la bourgeoisie marchande du bazar, une classe de commerçants durement concurrencés par les nouveaux produits importés alors qu'ils sont traditionnellement la classe dominante. Ce sont ensuite les dignitaires religieux du chiisme, qui disposent d'une part de l'administration (école, justice, impôts religieux). Les uns et les autres sont en réalité très proches, se retrouvent au sein des mêmes familles.

A la veille de la Première Guerre mondiale, en 1912, la marine britannique décide de modifier toute sa flotte pour la faire fonctionner au fuel : le pétrole devient une priorité stratégique. Lorsque la guerre éclate, les Anglais occupent le Sud de la Perse tandis que les Russes occupent le Nord ; le pays est attaqué par les Turcs, alliés des Allemands.

En janvier 1918, Trotsky, au nom des bolchéviks et de la révolution russe, dénonce les traités signés avec les Tsars, annule les dettes de l'Iran envers la Russie, et retire ses troupes. Des manifestations enthousiastes auront lieu dans le pays.

Une République du Gilan, sera même proclamée en 1920, lors de la présence de l'Armée Rouge, au sud-ouest de la Caspienne. C'est un certain Reza Khan, colonel d'une division de Cosaques payée par les Anglais, qui va se charger d'abattre cette République, après 16 mois d'existence.

Reza Khan se fait alors Premier Ministre. Il rêve de faire de l'Iran une République à l'image de la Turquie d'Atatürk. Mais devant l'hostilité du clergé chiite, il abandonne l'idée de République, se fait couronner Chah et fonde la dynastie des Pahlavi. Reza devenu Pahlavi n'aura de cesse de vouloir moderniser son pays, en considérant que l'arriération est entièrement de la faute des religieux.

Sauf que c'est par la force, d'en haut et avec un grand mépris des autres qu'il impose ses volontés. Au nom de l'émancipation des femmes, il fait arracher en 1936 le voile des femmes par la police dans les rues aux récalcitrantes ; il impose le port de vêtements de style européen à tout le monde. La transformation économique du pays est un échec : ce sont les puissances étrangères qui en profitent honteusement. La seule chose solide que réussit à mettre en place Reza Pahlavi, c'est une armée à usage interne autant qu'externe.

Au nom du modernisme, il lance des discours incendiaires contre le clergé et la religion. Les oulémas n'apprécient pas ces humiliations, et vivent en camp retranché en conservant leurs écoles théologiques grâce aux subsides versés directement par les croyants, et par les revenus des fondations pieuses.

La Seconde Guerre mondiale revoit l'occupation du Nord par les troupes de l'URSS, les Britanniques au Sud. Il faut dire que le Chah, officiellement neutre, n'avait pas caché ses sympathies pour Hitler. Mais cette fois un nouveau convive s'invite : les Américains viennent « renforcer » les Britanniques. En fait, les USA vont prendre le contrôle de l'armée iranienne.

Paradoxalement, cette occupation étrangère au cours de la seconde guerre est un moment de relative liberté pour les oppositions. Les femmes peuvent remettre leur tchador, les mollahs leur turban. Des membres du Parti Communiste, interdit avant guerre, des anciens syndicalistes et des intellectuels emprisonnés sous le Chah, fondent le parti Toudeh, fin 1941. Le Toudeh se donne pour programme d'unir les forces démocratiques contre l'oligarchie au pouvoir. C'est la politique générale de Staline à cette époque : entente avec les forces « progressistes », en clair avec les impérialistes alliés de l'URSS.

Le Toudeh prend soin d'éviter de critiquer ouvertement la religion et le clergé. Aux élections de 1943, il obtient 8 élus. A la fin de la guerre, il connaît un développement fulgurant. Il bénéficie de l'auréole de la victoire de l'URSS contre les armées nazies (Stalingrad janvier 43). La vie politique de l'Iran au lendemain de la guerre s'apparente à celle qu'on a connue en France : trois ministres du Toudeh sont invités au gouvernement.

Mais les Etats-Unis sifflent la fin de la récréation : en octobre 1946, les ministres en question sont éjectés. Le pouvoir déclenche alors une offensive contre les travailleurs et leurs grèves. Le Toudeh est accusé de vouloir donner à l'URSS le pétrole du Nord de l'Iran, ce qui fait effectivement partie de son programme. Il est finalement interdit en 1949.

La page du nationalisme de gauche à la sauce stalinienne est tournée, comme dans l'ensemble des colonies ou pseudo colonies. La place est libre pour le nationalisme bourgeois, avec ses grandes figures. En Iran, il sera incarné par Mossadegh, un aristocrate, juriste de

profession. Mossadegh va regrouper derrière lui aussi bien des politiciens hostiles au Chah, des marchands du bazar, une petite bourgeoisie urbaine qui vit à l'occidentale. Son axe de bataille, c'est la nationalisation du pétrole.

Le 30 avril 1951, la nationalisation est votée à l'unanimité. C'est un défi à l'Anglo-Iranian, qui s'affiche avec ses jardins, ses piscines, ses logements somptueux et ses restaurants de luxe, un Etat dans l'Etat iranien. L'Anglo-Iranian ne reversait à l'Iran même pas la moitié de ce qu'elle payait en impôts à Londres. Et le bénéfice net pour 1950 était supérieur à l'ensemble des royalties touchées par l'Iran depuis que le pétrole avait été découvert (CLT avril 1987).

La population est enthousiaste, elle clame : « *le pétrole, c'est notre sang* ». On voit alors, et c'est peut-être le seul cas dans l'histoire de ce pays, le clergé mettre une sourdine à sa propre politique et se mettre à soutenir un autre courant non religieux. L'ayatollah Kashani appuie ouvertement Mossadegh et demande à ses partisans les plus radicaux de mettre en sommeil les revendications islamistes tant que le combat pour le pétrole contre les Anglais n'est pas gagné.

L'Angleterre riposte : elle ferme la raffinerie d'Abadan, renvoie tous ses techniciens, et interdit d'acheter le pétrole iranien. Mossadegh espère s'en sortir financièrement en obtenant un prêt américain. Mais après un temps d'hésitation, les compagnies américaines se déclarent solidaires des Anglais. Washington est obsédé par la crainte du communisme et s'inquiète de la montée du Toudeh.

Des émeutes éclatent dans les grandes villes. Mossadegh, Premier Ministre, déclare vouloir contrôler lui-même l'armée. Le Chah refuse. Toute une coalition fait face à Mossadegh : il y a la CIA qui a décidé de se débarrasser de cet exemple gênant ; il y a le Chah et son armée. Et il y a maintenant les religieux chiites qui le jugent trop dangereux.

Tout le monde sait qu'un coup se prépare. Mossadegh n'a plus qu'une force organisée capable de le soutenir : le Toudeh. Mais il considère lui aussi que le danger principal est le communisme, et il refuse le soutien du Toudeh. Le Toudeh ne fait rien, il laissera ses militants sans ordre ni consigne.

Le coup va tomber en août 1953 : Washington pousse le Chah à virer Mossadegh. Mais Mossadegh arrête le messenger des Américains. Mort de peur, le Chah se sauve et va se planquer à Bagdad, puis à Rome. La CIA lance alors des bandes de voyous dans les rues de Téhéran, les accusant d'être communistes voulant le pouvoir, pour ensuite faire accueillir l'armée en libératrice. Grâce à quoi, le Chah peut revenir.

Mossadegh sera emprisonné, un de ses ministres exécuté ; il y aura des milliers d'arrestations, des centaines d'exécutions, presque uniquement des militants du Toudeh. Les USA peuvent alors mettre sur pied un nouveau découpage des intérêts pétroliers, où leur part est de 40%. Ils prennent la haute main sur tout l'appareil d'Etat iranien.

L'IRAN SOUS DOMINATION IMPERIALISTE (1953-1973)

La main mise américaine ne cessera plus, 28 années durant, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Khomeiny. En 1957, la CIA supervise la création de la police secrète iranienne, la

Savak, qui acquerra une sinistre réputation. En 1962, Nelson Rockefeller peut se vanter devant le président Eisenhower : « *Nous avons pu nous assurer le contrôle total du pétrole iranien (...) A l'heure actuelle, le Chah ne saurait entreprendre le moindre changement dans la composition de son gouvernement sans consulter notre ambassadeur accrédité auprès de lui* ».

La situation est si belle pour les USA qu'ils n'hésitent pas à bientôt à envisager une coopération devant permettre à l'Iran de développer des capacités nucléaires. En 1957, le Chah signe avec les USA un accord d'assistance technique qui doit permettre à l'Iran l'utilisation civile de l'énergie atomique. En 1967, les USA livrent à l'Iran un réacteur de recherche.

Les USA ne sont pas seuls à profiter du gâteau que représente cette collaboration exemplaire avec l'impérialisme. La France commence une coopération étroite avec cet Iran en 1956. Elle forme les physiciens iraniens, et des experts nucléaires français vont à Téhéran.

L'Iran du Chah a un autre allié, qui agit dans le secret, c'est Israël. Dès la naissance de l'Etat d'Israël, le nationaliste sioniste Ben Gourion a échafaudé l'idée d'une « *stratégie périphérique* » en vue de briser l'encerclement par les pays Arabes. Il s'agit de coopérer avec des pays alliés des USA et qui craignent le communisme. Trois pays répondent à ces critères : la Turquie, l'Ethiopie, l'Iran.

En 1950, Israël avait contacté l'Iran et demandé au Premier Ministre si le pays serait prêt à reconnaître officiellement Israël. Réponse : « *Oui, en échange de 400 000 dollars* ». Ce à quoi Israël répondit : ok, vous nous fournissez du pétrole, et on vous aide en matière de défense, de renseignements et de sécurité intérieure.

Une des directions de la Savak, celle chargée de la répression contre les opposants, est encadrée par des spécialistes israéliens du Mossad. Lorsqu'en 1979, les étudiants islamistes vont occuper l'ambassade US à Téhéran, ils y trouveront les documents d'une organisation dénommée Trident, créée en 1958 pour coordonner les activités du Mossad, du TNSS turc et de la Savak. L'Iran sera également un débouché pour les sociétés d'armements d'Israël. Au milieu des années 1950, les entreprises israéliennes Soltam, Israeli Aircraft industries, Tadiran et Israel Military industries s'implantent en Iran.

L'EXPLOSION DES CONTRADICTIONS 1973-1979

Les contradictions de la société iranienne vont enfler et la main mise américaine devenir insupportable après la flambée des prix du pétrole, en 1973. L'Etat iranien voit ses revenus exploser. En échange de quoi, les marchands d'armes américains font de l'Iran le plus gros client de toute leur histoire. Autour de la Cour, se développe toute une couche de nouveaux riches.

L'Iran entre dans le capital du groupe nucléaire français Eurodif (l'ancêtre de l'actuel Areva) à hauteur de 25%, ce qui lui donne une minorité de blocage. En 1974, l'Iran prête un milliard de dollars à la France, dans le cadre de sa coopération avec le CEA. La même année, les USA collaborent avec l'Iran en vue de l'aider à réaliser un programme de construction de 20 réacteurs civils.

Derrière ces intentions officielles de développer un nucléaire iranien civil, le Chah ne cache pas en privé qu'il souhaite aussi développer un nucléaire iranien militaire, avec l'ambition de devenir la puissance régionale incontestée. Personne n'en est choqué, ni en France, ni aux USA, où Richard Nixon et Henry Kissinger voient en lui « *le gendarme du Golfe* ». Dans l'ombre, les USA forment des chercheurs iraniens qu'ils reçoivent au MIT (Massachusetts Institute of Technology) et envoient en Iran des experts militaires spécialistes du nucléaire. Les Etats-Unis sont donc les premiers à avoir aidé l'Iran à se doter d'un programme nucléaire militaire. En 1977, ils donnent leur feu vert à un projet de coopération entre l'Iran et le programme de missiles balistiques nucléaires israélien ; c'est le projet « *Fleurs* ».

Mais ce développement des échanges entre l'Iran et les impérialistes laisse de côté l'essentiel de la population. La capitale, Téhéran, est divisée en deux : le nord de Téhéran rassemble les gens liés au pouvoir, avec palais, voitures et villas de luxe, liens directs avec la Côte d'Azur. Le sud est partagé entre des logements minables pour les ouvriers disposant d'un travail régulier, et des zones entières de bidonvilles, sans eau ni électricité. Plus que jamais, l'Occident, le Chah et les discours de modernisation sont associés dans la même haine.

Le signal de l'explosion sera donné par une erreur fatale de la télévision du régime. En 1976, Jimmy Carter se fait élire aux USA en se présentant comme le champion des droits de l'homme. Quand il se rend dans la néo colonie américaine qu'est alors l'Iran, tous les opposants, libéraux comme communistes, voient en lui un espoir, l'espoir de la fin des tortures, de la censure, de la répression de fer. Ils viennent l'applaudir, mais sont accueillis par une mer de gaz lacrymogènes. Au point que le Chah lui-même se met à pleurer, avec sa femme, devant les caméras. Le mythe de l'homme invincible se casse.

LES OPPOSITIONS AU REGIME DU CHAH 1960-1979

L'un des grands problèmes de l'Iran est celui de la terre. On estime vers 1960 qu'un dixième des villages appartient à la Couronne ; un tiers appartient à de grands propriétaires privés, qui possèdent chacun des villages entiers ; un autre tiers est partagé entre moyens et petits paysans. Le reste, un quart, est aux mains des religieux. S'ajoute à ce problème de propriété un système d'exploitation qui donne 75% de la récolte au propriétaire, sans qu'il ait à assurer les dépenses.

Cette situation féodale explosive est un danger. C'est Kennedy, élu en 1961, qui oblige le Chah à la modifier. Celui-ci décrète donc la « *révolution blanche* » : il devient interdit à un propriétaire de posséder plus d'un village. Les terres ainsi libérées sont distribuées aux paysans, mais ils devront les racheter sur une quinzaine d'années. Ainsi, la paysannerie va se scinder en deux : la partie la plus aisée, devenue détenteurs de capitaux, pourra investir dans l'industrie ; quant aux autres, ils iront servir justement de main d'œuvre dans cette même industrie.

Dans une deuxième phase, la réforme devait aussi obliger les fondations pieuses, elles aussi riches en terres et biens fonciers, à les céder ; ce qui est un moyen pour l'Etat de contrôler les ressources jusqu'ici autonomes du clergé chiite.

L'ayatollah Ruhollah Khomeiny (1902-1989) va être le plus virulent opposant à la révolution blanche. C'est un obscur professeur des écoles théologiques à Qom. Il proteste aussi contre le projet de donner le droit de vote aux femmes, et l'accès aux postes publics à des minorités non-musulmanes ; il parle de « *complot des impérialistes et des sionistes* ». Khomeiny est arrêté le 3 juin 1963. Il s'en suit des émeutes et manifestations de masses. Elles sont réprimées dans le sang. Relâché en 1964, il est envoyé en exil (Turquie, Irak, France). Il fait désormais des Américains la principale de ses cibles.

Deux autres courants d'opposition se développent à la même époque. En 1961, deux militants musulmans proches de Mossadegh, Mehdi Bazargan et l'ayatollah Taleghani, ont proposé un Islam rénové, introduisant une phraséologie socialisante. Ce sera le « *Mouvement de Libération de l'Iran* ». A la suite des événements de 1963, une partie des jeunes de ce mouvement en conclut que la lutte armée est nécessaire et fonde en 1965 les Moudjahidines du Peuple –dont on reparlera : « *l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran* ». La plupart sont des intellectuels issus de la petite-bourgeoisie traditionnelle et pieuse. Comme les étudiants de gauche de l'époque, ils sont influencés par les luttes de l'Algérie, du Vietnam, de Cuba : « *Notre organisation est arrivée à la ferme conclusion que l'Islam et spécialement le chiisme jouera un rôle majeur comme source d'inspiration pour amener les masses à rejoindre la révolution* ».

Enfin, des jeunes intellectuels issus du Toudeh et de la gauche du Front National de Mossadegh, théorisent l'idée que face à une police présente partout, ce n'est que par la guérilla armée que l'on pourra mobiliser les masses. Ce seront les « *Fedayin du peuple d'Iran* ».

Modjahidines et Fedayins vont déclencher leurs guérillas à partir de 1971. Avec héroïsme, au prix du sang, ils mènent cette lutte jusque 1977-1978 : affrontements avec la Savak, avec l'armée, attaques de banques, assassinats de personnalités du régime, d'Américains, bombes contre les sièges de la police, les locaux de sociétés anglaises ou US. Des centaines de militants le paient de leur vie ; de nouveaux les remplacent.

Mais le bilan auprès des masses n'est pas là. Ce sont les religieux qui ont gagné en influence auprès des pauvres. On connaît mal le travail politique, ou politico-religieux, qui a été mené. Mais l'on peut penser que l'élément essentiel de leur réussite est la proximité avec la population pauvre, pendant des années. Certes, il est sans doute plus facile de gagner une population à des idées issues du passé, ne nécessitant pas de devoir faire une révolution intellectuelle, ne nécessitant pas l'acquisition de toute une culture.

Mais on ne peut pas non plus considérer que les ayatollahs aient pu gagner la sympathie populaire uniquement parce qu'ils véhiculaient des idées réactionnaires. Pour qu'une population accepte de donner son sang, ce que l'on va voir bientôt, il aura fallu qu'elle côtoie le dévouement d'un certain nombre de membres du clergé dans l'opposition.

Khomeiny rejeté dans l'exil, ses disciples en Iran ont mené tout un travail. Ils ont collecté des fonds en son nom. Ils ont repris sa propagande, organisé des sortes de cellules clandestines, qui se cachent derrière des activités plus ouvertes, éducatives ou religieuses. Le réseau sur place était dirigé par l'ayatollah Motahari. Pendant longtemps, ce réseau est resté peu étoffé, autour d'une minorité du clergé.

Mais au milieu des années 1970, la situation se tend. Une partie de la bourgeoisie du bazar se sent frustrée, voyant passer sous son nez l'essentiel de la manne pétrolière. Le Chah lance une nouvelle offensive contre le clergé et le bazar, dont il dit avec mépris que leurs boutiques sont « mangées par les vers ». Il réduit les subventions officielles pour l'entretien des mosquées et des écoles coraniques. Certains mollahs sont emprisonnés, voire assassinés. Et là, c'est toute la masse du clergé qui bascule et va œuvrer au renversement du Chah.

LA REVOLUTION IRANIENNE ET LE POUVOIR ISLAMIQUE

L'année 1978 voit une montée en puissance de l'opposition au Chah. Cette opposition est rythmée sur un événement religieux : la cérémonie funèbre, qui chez les chiites, se tient 40 jours après un décès. Chaque mort du côté du peuple est l'occasion d'une nouvelle manifestation 40 jours plus tard, interdiction ou pas.

Jusqu'à la mi-1978, ces manifestations rassemblent des étudiants, des gens du bazar, des étudiants en théologie. Après quoi s'y ajoutent les pauvres des villes, les ouvriers des usines et du bâtiment, ceux du pétrole à l'automne, les étudiants et les lycéens en novembre. Le 8 septembre 1978, la répression de l'armée fait 2000, peut-être 4000 morts, rien qu'à Téhéran. Le slogan populaire devient alors : « *Nous tuons le chah* ».

Courant décembre, la grande bourgeoisie commence à fuir discrètement, par avions entiers. Le Chah confie le gouvernement à Chapour Bakhtiar et quitte le pays. Khomeiny appelle à manifester pour le départ de Bakhtiar et l'établissement d'une République islamiste.

Pour la première fois, les Fedayins organisent alors une manifestation indépendante, et se distinguent de Khomeiny. Jusque là, qu'il s'agisse des Fedayin, des Modjahidines comme du Toudeh, au nom de l'unité nécessaire face au Shah, tous ont soutenu Khomeiny et toute critique. Cette manifestation critique envers Khomeiny est violemment agressée par les islamistes, qui crient : « *Il n'y a pas d'autre parti que le parti de Dieu* ».

Khomeiny rentre en Iran. Il a attendu que l'armée, en libérant l'aéroport, accepte sa venue. Son premier discours s'adresse aux dirigeants de l'armée : « *Nous avons dit à votre place que nous ne voulions pas que l'armée soit dominée par les Américains, que nous voulions que vous soyez maîtres chez vous... Qui a dit que nous allions vous supprimer ? Nous voulons garder l'armée, mais une armée qui soit au service du peuple, pas des autres* ».

Khomeiny n'a jamais appelé la population à prendre les armes, pendant toute cette année 1978 où l'armée aura fait des milliers de morts. Et jamais il n'a appelé l'armée à refuser de tirer. Dans un de ses messages enregistrés sur cassette, il disait : « *Comment (les soldats) peuvent-ils refuser d'obéir quand ils sont tenus par la discipline de l'armée ? Mais le jour viendra où ils se libéreront de la discipline du Diable pour rejoindre celle de Dieu. Si on leur ordonne de tirer sur vous, dénudez vos poitrines. Votre sang et l'amour que vous leur manifesterez en mourant emporteront leur conviction. Le sang de chaque martyr réveillera des milliers de vivants* ».

Les 9, 10 et 11 février 1979, une insurrection populaire secoue la ville de Téhéran. Khomeiny est dépassé. Lasse d'attendre le départ de Bakhtiar, l'homme du Chah, la foule prend d'assaut les dépôts d'armes, les commissariats, les casernes, monte des barricades, attaque les chars. Fedayin et Modjahidines sont à l'avant garde de ces actions. Mais c'est à

Khomeiny, seule dirigeant aux yeux de la population depuis des mois, que profite leur engagement. L'Etat-major cède et se déclare au service de Khomeiny. La monarchie est morte.

Le premier acte de Khomeiny est d'appeler immédiatement à rendre les armes, dont il sait tout le danger quand elles sont aux mains du peuple. « *Je n'ai pas encore donné l'ordre du djihad* » déclare-t-il. Et il lance toutes les organisations islamistes à la récupération, donnant l'ordre à ses miliciens de tirer sur quiconque circule avec des armes.

Les islamistes sauront également reprendre en mains les innombrables comités dans lesquels souffle un vent de liberté politique, qui vont se multiplier dans le pays pendant des semaines et des mois. A la fin, ces comités seront transformés en organes policiers et de contrôle de la population.

Le 8 mars 1979, des milliers de femmes manifestent contre le port du voile obligatoire, qui fait partie du nouvel ordre moral que le régime impose. Elles sont attaquées également. Le 30 mars, lors du référendum pour une République islamiste, le Toudeh et les Modjahidines appellent à voter oui. En août, Khomeiny interdit à la presse de critiquer la révolution islamiste. Pour la première fois, les organisations dites de gauche protestent en manifestant, aux cris de « *A bas le fascisme* ». Mais pas le Toudeh, qui approuve la mesure.

Cette servilité ne servira à rien. Toutes les organisations de gauche seront interdites, les locaux pris par le Parti de la Révolution Islamique. Malgré cela, lorsque en novembre 1979, des étudiants khomeïnystes occupent l'ambassade américaine de Téhéran pour réclamer l'extradition du Chah alors à New York, on verra les Fedayins et le Toudeh venir les soutenir, disant y voir une preuve d'anti-impérialisme.

Novembre 1979 est la date de l'instauration véritable du nouveau régime. Le gouvernement Bazargan va tomber, et ce sont des « *experts* » en religion élus qui vont rédiger la nouvelle Constitution. La République devra être chapeauté par un ayatollah de haut rang, choisi sur des critères purement religieux par des théologiens eux-mêmes élus au suffrage universel.

Bientôt, la guerre Iran Irak va débiter. Elle sera le nouveau moyen par lequel le régime va se débarrasser des dernières oppositions. Les Moudjahidines vont apporter leur soutien à Khomeiny. Mais celui-ci n'aura cure de ce soutien. En juin 1981, il entamera une véritable guerre d'extermination : des milliers meurent, souvent sous la torture, des dizaines de milliers seront emprisonnés. Un certain nombre choisiront l'exil, en France notamment, où ils s'allieront avec Bani Sadr (Président de la République en janvier 1980, partisan d'une séparation entre le religieux et le politique, et d'une négociation concernant les otages américains) dont Khomeiny s'est débarrassé.

Le tour du parti Toudeh finira par arriver en février 1983. Le régime ne pouvant tolérer aucun autre parti indépendant, aussi collaborateur soit-il., 1500 dirigeants et cadres du Toudeh seront arrêtés et un grand nombre fusillés. Un an plus tôt, le secrétaire général avait écrit aux dirigeants islamistes : « *Frères honorables (...) vous n'êtes pas sans savoir qu'après la victoire de la révolution, le parti Toudeh d'Iran a repris ouvertement ses activités suivant la ligne de l'imam Khomeiny, le guide de la révolution (...) Vous savez pertinemment que notre rôle fut considérable dans la dénonciation des complots du front uni des contre-*

révolutionnaires (allusion aux Moudjahidines, qui ont été liquidés) et ce grâce à notre expérience et à notre connaissance politico-sociale ».

Mais contrairement à une certaine image véhiculée en Occident, la Constitution iranienne est loin de donner un pouvoir absolu au clergé. Le pouvoir en Iran n'est pas une pyramide qui coïncide avec celle de la hiérarchie religieuse. Son premier principe fonde la légitimité du pouvoir politique sur le vote de la nation. Selon le 20^e principe « *Tous les membres du peuple, tant hommes que femmes, sont égaux sous la protection de la loi et bénéficient de tous les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels en observant les préceptes de l'Islam* ». En même temps, il est dit que « *Le gouvernement de l'Iran est une République islamique que la nation iranienne, sur la base de sa foi dans le gouvernement du droit et de la justice du Coran, a adoptée (; ;) par référendum (...)* »

Surtout, si l'on regarde l'évolution de la société iranienne sur le long terme, on n'observe pas, ce qui est le cas dans les autres pays musulmans, une montée de la religiosité au sein des couches populaires. Au contraire, on assiste à une évolution vers une distanciation entre le religieux et le politique. Au point que certains, comme Emmanuel Todd, se demandent si cela ne peut aboutir à une véritable séparation.

UNE CONSTRUCTION SOCIALE DE LA REVOLUTION ISLAMIQUE : LES PASDARAN

Pour consolider le régime qu'il souhaite bâtir et façonner la nouvelle société iranienne, Khomeiny constitue un corps social nouveau, les Pasdaran, ou « *gardiens de la Révolution* ».

Au départ, ce corps des gardiens de la révolution est recruté essentiellement dans la jeunesse la plus pauvre. Le régime veut en faire un organe qui le sert dans tous les domaines. C'est d'abord le pilier des nouvelles valeurs religieuses au nom desquelles le nouveau pouvoir va agir. Il est aussi un organe de répression contre les opposants. Il va vite devenir également un outil militaire qui donne à Khomeiny une assurance qu'il ne peut obtenir de l'armée très liée aux Etats-Unis, même si elle est un peu épurée.

Les Pasdarans se voient attribuer le contrôle des industries militaires. Certaines de leurs fondations vont contrôler les raffineries d'Abadan. Mais ce qui va sans doute faire leur popularité, c'est qu'ils se chargent de la charité et de l'aumône, selon disent-ils l'esprit traditionnel de l'Islam chiite, et ils vont fonder des institutions qui apportent une aide aux plus pauvres, aide qui contraste totalement avec l'attitude hautaine et méprisante qu'avait le Chah.

La guerre contre l'Irak va donner une légitimité aux Pasdarans. Les Pasdarans forment, encadrent et arment les bassijis, une force quasi militaire de trois millions de volontaires, répartis dans 11 000 centres dans tout le pays. Les bassijis seront lancés en véritables vagues humaines à l'assaut des positions irakiennes.

En 1986, les Pasdarans regroupent 350 000 hommes. Ils disposent d'unités navales et aériennes. Le mouvement dispose de son propre service de renseignements ; il fait supprimer à l'étranger de nombreux opposants. Leur slogan, c'est d'agir « *comme les yeux et les oreilles de la Révolution islamique* ».

A la fin de la guerre, ils prennent une extension considérable. Un parallèle serait à faire avec l'installation des anciens officiers et soldats de l'Armée rouge en URSS devenant à

la fin de la guerre civile une base essentielle de la nouvelle bureaucratie. Leur société Khatam al-Anbiya Construction Headquarters était chargée de la construction de fortifications. Elle passe maintenant à celle de routes, de tunnels et de barrages. Les Pasdarans étendent leurs activités au commerce, aux médias, à l'agriculture, à l'industrie (une fabrique d'automobiles).

Enfin, les Pasdarans disposent d'une organisation destinée à agir au soutien de l'Iran et de ses valeurs à l'étranger, la Force Qods (Jérusalem). Son objectif est d'entraîner, équiper et financer les « *mouvements révolutionnaires islamiques* ». C'est un corps issu de cette force qui a été envoyé en 1982 au Liban et donnera naissance au Hezbollah. C'est elle aussi qui est à l'origine des attentats de 1983 contre les soldats américains et français à Beyrouth.

LA GUERRE IRAN-IRAK ET LE JEU DES IMPERIALISTES 1980-1988

Quel a été le jeu des puissances impérialistes dans les coulisses de la guerre Iran-Irak ? Neuf mois après la Révolution islamique, le 22 septembre 1980, soutenu en sous-main par l'Occident hostile à Khomeiny, et se croyant promu à un destin de nouveau Chah, Saddam Hussein attaque l'Iran. Il a vérifié qu'il avait l'accord de la famille royale saoudienne qui voit d'un très mauvais œil l'émergence nouvelle d'un pouvoir chiite dans la région. Il revendique notamment de prendre à l'Iran le Khouzistan (le fond du Golfe Persique) riche en pétrole.

La guerre une fois déclenchée, Israël livre discrètement des armes à l'Iran des mollahs. Selon le New York Times, début 1982, le montant se livre déjà à 100 millions de dollars ; selon l'anglais L'Observer, il faut plutôt compter 500 millions de dollars. En 1981, Israël mène un raid aérien qui détruit la centrale nucléaire d'Osirak en Irak. Officiellement, Israël a agi pour sa propre sécurité. Mais pour certains observateurs, Israël apporte ainsi un soutien à l'Iran.

Mais l'allié secret de poids de l'Iran, on l'a su avec le scandale de sa découverte en 1985 dénommée l'Irangate, ce sont les Etats-Unis et la vente d'armes américaines à l'Iran au cours de cette guerre. C'est le FBI qui découvrira l'affaire. On apprendra ainsi que la CIA utilisait pour opérer les montages financiers la BCCI, une banque créée par la CIA et l'Arabie saoudite au Pakistan, banque où l'armée pakistanaise est omni-présente, et qui deviendra un groupe prospérant à travers 73 pays. Piteux, les Américains devront reconnaître qu'ils ont vendu des armes pour obtenir la libération de leurs otages. Ce sera d'autant plus lamentable qu'il restait encore des otages américains non libérés.

Les calculs de Saddam Hussein, qui pensait à une victoire facile et rapide, s'avèrent faux. L'armée iranienne se retrouve à seulement 30 kilomètres de Bassorah, seul port important de l'Irak et ouverture sur la route vers Bagdad. Les pays arabes du Golfe, tous dirigés par des Sunnites, supplient les Etats-Unis de sauver Saddam Hussein (qui a mis au pouvoir des sunnites, dans un pays où ils sont moins nombreux que les chiites). Tous sont effrayés à l'idée d'une expansion de la puissance chiite que représente l'Iran de Khomeiny. Tous craignent la reproduction chez eux du modèle iranien, car ils se savent, comme le Chah, détestés de leur population, ne devant leur existence qu'au soutien de l'impérialisme.

Fin 1982, les USA et Israël infléchissent donc leur aide militaire. Pour sauver Saddam Hussein, le directeur de la CIA en personne William Casey se rend en Jordanie où il rencontre le demi-frère de Saddam. Il lui propose de fournir des photos satellites et des clichés des

avions Awacs déjà vendus aux saoudiens, qui donnent des indications sur les positions iraniennes. Une équipe de la CIA s'installe auprès du palais présidentiel.

L'objectif des puissances occidentales est de viser à un match nul entre l'Iran et l'Irak : il s'agit d'obtenir un affaiblissement mutuel des deux prétendants à la puissance régionale, tout en faisant des affaires profitables sur leur dos, à un moment où elles n'ont pas d'autre choix. La guerre à la fois terrible et sordide va ainsi durer 8 ans et fera plus d'un million de morts.

A l'été 1988, dopé par les soutiens militaires, Saddam Hussein inverse la situation militaire. Son port de Bassorah est libéré, et ses troupes rentrent même en Iran. Il dispose maintenant de missiles ravageurs à haute technologie qui ravagent les grandes villes iraniennes. Téhéran proposera le premier le cessez le feu. Il sera accepté le 20 août 1988.

LA REVOLUTION ISLAMIQUE A L'EXTÉRIEUR DE L'IRAN

Tout au long de la guerre que mène l'Occident, par Irak interposé, avec l'objectif premier d'anéantir son nouveau régime islamiste, l'Iran va tenter de desserrer l'étreinte en agissant au Liban et en Irak.

Le 6 juin 1982, débute au Liban l'opération israélienne « *Paix en Galilée* » : 100 000 soldats de Tsahal traversent les lignes de la FINUL, et font refluer 20 000 combattants palestiniens de l'OLP, qui se réfugient à Beyrouth. Israël fait alors le siège de Beyrouth ouest, et bombarde la ville.

L'Iran décide d'envoyer 1500 gardiens de la révolution, les Pasdaran, au Sud Liban. Les Gardiens de la Révolution passent par la Syrie et s'implantent au Liban dans la plaine de la Bekaa, région chiite, sous contrôle de l'armée syrienne. Ils vont former et encadrer une milice chiite qui se présente comme la sœur de la milice chiite Amal, présente à Beyrouth. C'est la naissance du Hezbollah.

La communauté chiite est devenue la plus importante du Liban au milieu des années 1960. Mais les chiites sont restés des citoyens de seconde zone, négligés et méprisés par le gouvernement, tandis que le reste du pays se porte relativement mieux. Cette population chiite n'appréciait guère les Palestiniens, disant qu'ils les rackettaient et prenaient leurs femmes. Les affrontements se multipliaient entre la milice Amal créée par le chiite Nabi Berri et l'OLP. Au point que l'arrivée de l'armée israélienne a été vécue comme une libération au début. Au point aussi que certains, en Israël, vont proposer de s'allier avec les Chiites pour sécuriser la frontière avec Israël. Mais cette option est rejetée. Israël crée une nouvelle armée, l'Armée du Liban-Sud qu'elle recrute sur place, à son service. Cette armée sera détestée de la population du Sud Liban, et Israël avec. Un peu partout, c'est le portrait de Khomeiny qu'affichera la population.

Le Hezbollah commence par faire la chasse aux communistes, tandis que sont mises en avant des revendications tendant à instaurer une république islamique. Il va s'en prendre à l'occupant israélien, à ses alliés américains et français, mais aussi aux groupes laïques, donc aussi à la milice chiite Amal. Le Hezbollah va ainsi forcer Amal à abandonner son programme laïc et rejoindre le discours du Hezbollah d'une primauté de la religion dans le combat politique.

Lorsque Israël se retire du Liban Sud, il laissera place à un Hezbollah qui pourra faire de la moitié sud du pays une petite république islamique. Tout se passe comme si Israël a fait le choix de favoriser le chiisme politique, avec pour objectif que reculent les idées nationalistes. Diviser pour régner, Israël l'a fait aussi dans Beyrouth ouest, où c'est la milice Amal qui est devenue la force dominante.

Le 23 octobre 1983, un camion-suicide bourré d'explosifs réduit en miettes le camp des Marines sur l'aéroport de Beyrouth, tuant 241 soldats américains. Un autre véhicule fait 60 morts, le même jour, dans l'immeuble où réside le contingent français. Français et Américains vont ré embarquer. Le retrait des troupes US entraîne une euphorie des jeunes combattants chiites. Ils peignent sur les immeubles de la banlieue chiite de Beyrouth : « *No East, No West, Islam is the Best* » (Ni Est, Ni Ouest, l'Islam est le meilleur)

Puis ce sont les enlèvements d'occidentaux qui vont se multiplier au Liban. Jusqu'au chef d'antenne de la CIA qui sera enlevé. Pour récupérer leurs otages, les Américains vont apporter un joli cadeau au régime des mollahs : la CIA leur transmet la liste des cadres du parti communiste Toudeh, qui seront arrêtés et exécutés.

La France aussi est dans le collimateur. L'Iran organise des prises d'otages français – Michel Seurat mourra ainsi au Liban- et des attentats en plein Paris. Il s'agit d'obliger la France à expulser le chef des Moudjahidines Massoud Radjavi. Dans sa lutte à mort contre le régime de Khomeiny, le mouvement revendique avoir mené 10 000 assassinats par exécution ou par attentat entre 1981 et 1982. Il s'agit aussi de récupérer l'argent prêté à la France dans le cadre d'Eurodif.

Début décembre 1985, deux bombes explosent aux Galeries Lafayette et au Printemps. Chirac, sous la présidence de Mitterrand, expulse Massoud Radjavi vers l'Irak. Là, celui-ci se mettra au service des sales besognes de répression de Saddam Hussein. En 1987, Pasqua, Ministre de l'Intérieur, expulse les Moudjahidins réfugiés en France, malgré la protestation des organisations des droits de l'homme. La France verse un acompte de 300 millions de dollars, et livre aussi discrètement des armes à l'Iran.

Les Moudjahidines intéressent alors les USA. Ils y voient un outil pour la mise en place d'un régime qui pourrait remplacer les islamistes. Le 6 janvier 1985, est voté par les deux chambres des Etats Unis l'Iran Freedom Support Act. Sous le motif d'aider à une transition vers la démocratie, il autorise à financer les groupes d'opposition à l'Iran, et d'abord les Moudjahidines.

Enfin, l'Iran va aussi s'intéresser à l'Irak. Dès 1982, l'Iran impulse la création d'un parti de la révolution islamique en Irak, l'ASRII Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak, pays, rappelons-le, à majorité chiite mais où la dictature de Saddam Hussein a donné le pouvoir exclusivement à des sunnites. Son intention est d'influencer les partis chiites en Irak.

Après l'intervention américaine en 2003, l'ASRII va proposer un système fédéral pour l'Irak avec la création d'une région exclusivement chiite au Sud. L'Iran soutiendra alors financièrement et logistiquement la milice Badr. Il aura également des liens avec le parti Dawa, même si celui-ci ne deviendra pas pour autant un pion obéissant à Téhéran. Les

rapports seront un peu de la même nature entre l'Iran et la milice du jeune Muktada al Sadr : allié mais peu docile.

LA FIN DE LA GUERRE, VERS UN RETOUR A UN IRAN FREQUENTABLE 1989-2002

A la fin de la guerre Iran Irak en 1988, l'Iran gravement affaibli n'inquiète plus guère le camp impérialiste. Iran comme Irak, chaque pays devra consacrer 100 milliards de dollars à sa reconstruction.

Au cours des années 1990, le sort qui est fait à l'Iran ressemble à celui de bien des pays dominés. C'est le poids de la dette et les conditions du FMI et de la Banque mondiale. L'Iran redevient un partenaire économique fréquentable pour le capitalisme, malgré le maintien des sanctions américaines. En échange, l'Iran cesse ses discours sur l'expansion de l'Islam chiite et surtout ses opérations extérieures, prises d'otages et autres attentats.

En 1991, l'Iran obtient donc un prêt de la Banque mondiale, le premier depuis la révolution de 1979. Le gouvernement fait appel aux capitaux étrangers pour reconstruire le pays, en particulier les infrastructures pétrolières. Le pays s'ouvre aux capitaux étrangers en 1992 et accepte les conditions du FMI : il supprime les subventions à certains produits populaires. Tout l'argent tiré du pétrole sert désormais à apurer une dette énorme, estimée à 30 milliards de dollars.

En 1994, le groupe français Total rafle un contrat de 600 millions de dollars, profitant de l'absence des Américains qui continuent de sanctionner l'Iran. En 1997, Total allié avec d'autres groupes pétroliers, signe un autre contrat qui porte sur 2 milliards de dollars d'investissements, malgré les menaces américaines de sanctionner, sur leur sol, quiconque fera de grosses affaires avec l'Iran.

En 1999, le président Khatami effectue une visite officielle à Rome et à Paris. En 2000, les USA annoncent un allègement des sanctions vis-à-vis de l'Iran, suite à l'élection d'un courant qu'ils qualifient de réformateur.

LE NUCLEAIRE ET L'IRAN 1985-2007

L'Iran très affaibli a pu vérifier à quel point il était vulnérable et isolé tout au long de la guerre avec l'Irak. La guerre terminée et Khomeiny mort peu après en juin 1989, Rafsandjani lui succède à la présidence de la République. Il décide de relancer le vieux programme nucléaire iranien.

Pour cela, l'Iran dispose déjà, on l'a vu, des apprentissages américain et français des années d'avant la révolution de 1979. Il a aussi trouvé pendant la guerre avec l'Irak l'aide du fameux Abdel Kader Khan. Khan est un musulman né en Inde. Il a rejoint le Pakistan lors de la partition de 1947. En 1971, l'armée pakistanaise a été écrasée par l'armée indienne, et le Bangladesh s'est séparé du Pakistan. En 1974, l'ennemi indien a procédé à un essai nucléaire.

Khan, ingénieur en électricité et en métallurgie, formé en Allemagne et en Belgique, travaille en Hollande dans un groupe du nucléaire civil qui regroupe la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas et qui fabrique des centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium.

Khan réalise que les centrifugeuses sur lesquelles il travaille peuvent permettre d'enrichir l'uranium jusqu'au taux indispensable pour obtenir une bombe. Il vole les plans et les listes de fournisseurs et s'enfuit avec en 1975. Au Pakistan, il devient un héros national et le pays se lance dans la construction de centrifugeuses. Khan va monter un réseau d'achat et de revente de technologies et de matériaux nucléaires ; il revend à l'Iran et à la Libye les plans d'armes nucléaires obtenus en Chine. Il se rend en Corée du Nord.

On saura tout cela plus tard par les Libyens. Effrayés par la vitesse de l'intervention américaine en Afghanistan en 2001, puis en Irak en 2003, Khadafi livrera tout ce qu'il a et ce qu'il sait sur le nucléaire et les trafics de Khan.

PETITE PARENTHÈSE TECHNIQUE SUR L'ENRICHISSEMENT :

Le minerai qu'on trouve dans la nature, la pechblende, ne contient que 0,7% d'Uranium 235, celui qui est capable de produire une réaction de fission nucléaire (et 99,3% d'U 238). Pour pouvoir être utilisé, cet Uranium est d'abord transformé par des réactions chimiques en Oxyde d'Uranium (UO_2) puis en Tétrafluorure d'Uranium (UF_4), enfin en Hexafluorure d'Uranium (UF_6).

Que ce soit pour une utilisation civile ou nucléaire, on part de cet UF_6 que l'on transforme en gaz par chauffage. C'est ce composé d'Uranium gazeux qui est mis dans une centrifugeuse. Là, il est séparé en Uranium appauvri et Uranium enrichi. On doit obtenir de l'Uranium 235 à 3 à 5% pour alimenter les centrales civiles, produisant de l'électricité. Il faut par contre parvenir à 90% (et 2 tonnes d' UF_6) pour obtenir un seul kilo d'Uranium enrichi à 93%. (il faut 22 kg d'U 235 pour fabriquer un engin nucléaire).

Mais on peut également utiliser deux autres voies : celle du Plutonium 239 : pour cela on utilise des « couvertures » d'U238 qu'on irradie dans un réacteur civil ou de recherche. Après quoi on sépare le Plutonium très pur par réaction chimique. Cette voie est celle de la bombe française, britannique et nord-coréenne. Enfin, il y a celle du laser, qui nécessite une très haute technologie, et n'est maîtrisée que par les USA et la France, sans être encore utilisée industriellement.

Fin 2007, il serait établi, selon le journal Le Monde, que l'Iran a importé de l' UF_4 chinois en 1991 (cela a été reconnu par Téhéran en 2004) ; qu'il s'est procuré 1,9 kg d' UF_6 pour tester ses centrifugeuses en 1999 et 2002 (reconnu en 2003) ; qu'il a produit du PU 239 entre 1988 et 1993 (reconnu en 2007) ; qu'il construit un petit réacteur à eau lourde à Arak (fin de la construction prévue en 2009/2010) ; qu'ils ont inauguré une usine d'eau lourde mi-2006.

En août 2007, l'AIEA a découvert des particules d'Uranium enrichi dans une usine de stockage de déchets à Karaj. De même en novembre 2007 pour des documents sur l'usage de pièces hémisphériques en uranium métal, étape indispensable à la fabrication de la bombe ; l'Iran dit les avoir obtenus par la filière Khan.

A l'heure actuelle, les centrifugeuses iraniennes produisent de façon régulière de l'Uranium enrichi à 5%.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il faut moins de centrifugeuses pour fabriquer des bombes (chacune exige, on l'a vu, 22 kg d'uranium hautement enrichi) que pour alimenter des réacteurs civils (un réacteur consomme 25 tonnes de combustible par an). De même, au plan industriel, il est plus difficile de construire un réacteur électronucléaire que de fabriquer la bombe.

Fin 1984, Khan informe le général Zia au pouvoir au Pakistan qu'il peut procéder à l'explosion nucléaire. Un an plus tard, fin 1985, en pleine guerre Iran-Irak donc, le Pakistan signe un accord secret de coopération nucléaire avec l'Iran. Et en 1987, l'Iran passe commande de 2000 centrifugeuses de type pakistanais, dites P1, copies conformes des SNOR hollandaises.

Un cerveau et quelques plans ne suffisent pas. Deux pays vont aider l'Iran à relancer son programme nucléaire : la Chine et la Russie. La Chine va officiellement l'aider à passer à l'échelle industrielle pour la transformation de l'Oxyde d'Uranium en Tétrafluorure et Hexafluorure, ainsi que pour la fabrication de gaines pour le combustible, en zirconium.

La Russie aide à construire une centrale à Bousher à partir de 1995. Cette aide est officielle. Les Russes imposent la fourniture par eux-mêmes et sous leur contrôle de l'uranium enrichi, ainsi que la récupération des matériaux fissiles, ce qui enlève à l'Iran toute possibilité d'utilisation militaire.

La Russie va abuser de ce chantier, qu'elle rend volontairement interminable, et l'utiliser comme un moyen de pression sur l'Iran. Elle a ainsi reporté la livraison du combustible qui devait l'alimenter en septembre 2007. Elle s'en servira pour rejoindre les pays occidentaux qui exigent de l'Iran qu'il cesse de procéder à un enrichissement. Ce à quoi l'Iran répond que si elle procède à cet enrichissement, c'est pour pouvoir alimenter la centrale de Bousher...

Au début des années 2000, les USA semblaient ignorer que l'Iran a un programme d'enrichissement. La CIA a en effet été rendue sourde et aveugle sous Jimmy Carter. Celui-ci, quand il arrive à la présidence, a jugé le monde du renseignement immoral. Il en a déduit qu'il fallait remplacer les activités menées par les hommes par de la haute technologie. De là date le tournant de la CIA vers les satellites et les écoutes automatiques. Jusqu'au 11 septembre 2001 inclus, la CIA ne verra plus grand chose...

En 2000, la CIA aura une idée de génie pour tenter de faire prendre du retard aux volontés nucléaires de l'Iran puisqu'elle n'a aucune information. L'idée, tenez-vous bien, est d'envoyer à Téhéran les plans d'une bombe atomique, mais avec quelques erreurs. Pour rendre la chose crédible, on envoie le tout avec un ancien agent atomiste russe passé à l'Ouest, à qui on ne dit pas que les plans sont faux.

L'agent atomiste voit immédiatement qu'il y a des erreurs. Il donne les plans aux Iraniens en le leur disant, et se met à leur service pour les corriger. Bref, il fait ce que la CIA, débile, lui a dit de faire. Cette opération, dénommée « *Merlin* » et commencée sous Bill Clinton, va continuer avec Bush.

Lorsque se produisent les attentats du 11 septembre, l'Iran est l'un des premiers à condamner l'attaque. L'Iran peut craindre que Washington le soupçonne d'en être

responsable. Les dirigeants iraniens se disent que c'est peut-être l'occasion de normaliser complètement leurs relations avec les USA. Téhéran se propose d'aider les Américains à préparer leur attaque sur l'Afghanistan. L'Iran dispose en effet aussi de soutiens auprès d'un certain nombre de seigneurs de guerre dans le Nord et l'Ouest de l'Afghanistan. Et notamment, l'Alliance du Nord, dirigée par le commandant Massoud, qu'on nous présente en France comme un musulman modéré et poli.

L'Iran fournira les coordonnées de cibles Talibans à la CIA. En remerciement, des iraniens seront présents lors des négociations devant donner naissance à la mise en place du gouvernement intérimaire irakien, où vont coexister Hamid Karzaï, l'homme des Américains, et les chefs de l'Alliance du Nord. Enfin, l'Iran enferme plusieurs centaines de Talibans, probablement liés à Al Qaïda, qui tentaient de s'enfuir en traversant la frontière.

L'IRAN DEVIENT LE SATAN NUCLEAIRE AMERICAIN 2002-2007

Mais début 2002, George W. Bush anéantit ce début de rapprochement. Son discours sur l'Etat de l'Union dénonce « *l'axe du mal* » qui protège les réseaux comme Al-Qaïda : l'axe du mal, c'est l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Les durs, les faucons, ont manœuvré pour faire échouer tout rapprochement des USA avec l'Iran. A Washington, c'est le travail du Pentagone. Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense, le Pentagone, 2001-2005) laisse filtrer des informations selon lesquelles l'Iran a accueilli des gens d'Al-Qaïda qui fuyaient l'offensive américaine. Au même moment, Ariel Sharon déclare en Israël que l'Iran est « *le centre mondial du terrorisme* ».

En août 2002, débute l'opération consistant à présenter l'Iran comme un nouveau Satan nucléaire. C'est une organisation d'opposants au régime iranien, « *Le Conseil national de la résistance iranienne* », proche des Moudjahidines du Peuple, qui révèle l'existence de l'usine d'enrichissement à Natanz, 150 km au nord d'Ispahan, ainsi que la construction d'un réacteur à eau lourde d'Arak (qui peut éventuellement permettre de suivre la voie Plutonium).

En mai 2003, 9 mois après le début de l'offensive des troupes US en Irak, Téhéran propose une large négociation sur l'ensemble des problèmes. L'Iran se propose d'apporter un « *soutien actif pour la stabilisation de l'Irak* », envisage la fin de « *toute aide matérielle aux groupes d'opposition palestiniens* », s'engage à faire pression sur le Hamas « *pour qu'il stoppe les actions violentes contre les civils à l'intérieur d'Israël* ». Il suggère aussi de transformer le Hezbollah libanais « *en une simple organisation politique libanaise* » et s'engage à une « *pleine transparence* » en ce qui concerne le programme nucléaire iranien pour garantir qu'il ne développera pas d'armes nucléaires.

L'équipe Bush ignore ce texte. Leur idée fixe est que le régime iranien doit être renversé. Il faut savoir que dès son arrivée à la présidence, Bush fils a opéré une véritable séparation politique et paraît-il familiale avec le père. Il exige de ses collaborateurs qu'ils ne voient plus Bush père, et Colin Powell, Condolizza Rice, Dick Cheney (vice-président depuis 2001), vont s'exécuter. Il a nommé à la Défense Donald Rumsfeld, que le père déteste. Surtout, au lendemain de sa réélection de 2004, Bush fils s'est persuadé qu'il est sur terre pour exécuter une mission divine. Il en veut à son père de ne pas avoir fini le travail en Irak et d'avoir laissé Saddam Hussein au pouvoir. Lui l'a fait pour l'Irak, il le fera pour l'Iran.

Un collaborateur de la Maison Blanche dit ceci au sujet de Bush fils : « *Le plus grand danger de Bush tient à ses certitudes alliées à un manque phénoménal de curiosité. Dans les réunions avec ses collaborateurs, Bill Clinton posait des questions, contestait leurs analyses et les poussait dans ses retranchements. Georges W. Bush jamais. Il écoute et passe à autre chose. Jamais je ne l'ai vu lire une revue de presse et encore moins un journal. Il prétend aimer l'Histoire et s'y intéresser, mais d'une façon puérile, parce qu'il s'imagine posséder une envergure historique. Et c'est là le pire : il possède quelques références, mais aucune culture. Il déclenche des guerres, hier contre l'Irak, demain peut-être contre l'Iran, sans rien connaître à l'Histoire, la psychologie et la politique de ces pays. Au fond, il imagine pour eux un avenir semblable à celui de Porto Rico, Etat associé. C'est angoissant* ». (cité par Eric Laurent)

David Frum, un néo-conservateur qui a écrit des discours pour Bush fils, et qui juge qu'il n'a pas su aller assez loin, dit de lui : « *J'ai toujours cru que si vous pouviez persuader le Président de s'engager sur certains mots, il s'engagerait également sur les idées qui sous-tendent ces mots. Et le grand choc pour moi a été de découvrir que bien qu'il prononçât les mots, il n'absorbait pas les idées. Et que c'est peut-être la racine de tout* ».

Michael Gerson devient responsable des discours de Bush fils lors de sa réélection de fin 2004. C'est lui invente la formule de « *l'axe du mal* ». Son prédécesseur David Frum avait trouvé « *l'axe des haïs* ». Mais Gerson utilise le langage théologique. Lui-même est un Chrétien fondamentaliste. Il croit en une prophétie d'un pasteur anglais du 19^{ème} siècle, John Darby : « *Dieu s'est détourné d'Israël qui rejetait le Messie pour créer, construire et miraculeusement évacuer l'Eglise avant la Grande Tribulation. Celle-ci marquera l'arrivée de l'Antéchrist qui prendra le pouvoir à travers le monde ; un épisode marqué par la bataille de l'Armageddon avant le second retour du Christ et l'établissement du royaume de Dieu. Cette fin heureuse dépend de la conversion des juifs. Et celle-ci ne pourra avoir lieu que si les juifs sont en possession des terres que Dieu leur a données* ». Pour Gerson, c'est bien ce qui se passe au Moyen-Orient... Et Saddam Hussein comme Ahmadinejad sont de possibles Antéchrist.

Au début de son mandat, Bush rencontre Gerson. Persuadé que son rôle historique est d'être un Truman moderne, un Président qui re définit la doctrine du « *monde libre* » pour son époque. Pour Bush, le terrorisme islamiste doit prendre la place que tenait le danger communiste, et l'Iran doit se substituer à l'URSS en tant que menace nucléaire. Gerson trouve cela génial. Bush lui demande d'en faire son discours d'investiture. Gerson en sera terrassé d'une crise cardiaque !

Bush et Truman ont en commun d'être méprisés par l'Establishment, moqués pour leur méconnaissance des dossiers. Lorsqu'ils apprennent les projets du président, plusieurs généraux quatre étoiles, dont le général Pace, chef d'Etat-major, menacent de démissionner en cas d'intervention militaire contre l'Iran. C'est surtout dans l'Armée de Terre que l'opposition est importante. Mais les plans retenus semblent ne prévoir que des bombardements aériens et des envois de missiles.

Depuis qu'un arsenal nucléaire a commencé à être constitué sur la planète, il n'y a eu qu'une fois où son utilisation a été envisagée comme un élément à réellement utiliser. C'est à la fin de la seconde guerre mondiale. Le président Truman justement, a tenu, malgré les signes de bonne volonté du Japon, à lui infliger le feu nucléaire. Il s'agissait alors d'une

démonstration de force surtout destinée à l'intention de l'URSS, que les USA jugeaient sortant dans une trop belle forme au sortir de la Seconde guerre mondiale..

Après Hiroshima et Nagasaki, aucun des états-majors disposant de l'arme nucléaire n'envisage plus de l'utiliser réellement ; c'est ce que l'on a appelé la dissuasion nucléaire : les dégâts d'une riposte seraient tels que l'on n'a pas intérêt à déclencher le feu le premier. En tout cas, c'était la théorie officielle.

Mais, avec Bush fils, Dick Cheney et Donald Rumsfeld, on abandonne cette logique : en janvier 2003, deux mois avant le déclenchement de la guerre en Irak, Bush signe une directive classée « *top secret* », qui envisage l'idée de frappe globale. Il s'agit d'avoir la capacité à « *frapper de façon rapide sur une longue distance et avec une grande précision, en utilisant des CHARGES NUCLEAIRES et conventionnelles pour parvenir à nos objectifs sur le terrain.* » C'est le Stratcom, le Strategic Command basé à Omaha (Nebraska) en charge des forces nucléaires, qui doit mettre au point cette nouvelle « *frappe globale* ».

Pour justifier aux yeux des civils cette nouvelle doctrine, les experts militaires déclarent « *sans danger pour la population civile environnante* » l'utilisation des armes nucléaires tactiques. Rien à craindre donc, les rayonnements radioactifs sauront faire la différence entre un civil et un militaire !

S'ajoute à cette idée cette autre idée, que l'on trouve dans un document confidentiel : « *Nous ne pouvons pas laisser nos ennemis frapper en premier* ». Une idée qui sera à la base du déclenchement de la guerre en Irak, sensée devoir empêcher l'utilisation de soi-disant armes de destruction massive par Saddam Hussein.

En janvier 2004, l'amiral James O. Ellis informe le président que le plan de frappes globales est opérationnel. On peut y aller, c'est quand il veut. En mai 2004, une directive présidentielle de Sécurité nationale, nom de code NSPD 35, autorise le déploiement d'armes nucléaires. Des bombes nucléaires de type B-61, pouvant détruire des abris souterrains, sont stockées au sud de l'Irak, près de la frontière avec l'Iran. Ces bombes font de 300 à 400 kilotonnes de puissance, Hiroshima en faisait 15. En juin 2004, Rumsfeld donne l'ordre au Stratcom d'activer le plan 8022. Les bombardiers à longue portée, les sous-marins stratégiques équipés de missiles balistiques intercontinentaux sont en état d'alerte, dans l'attente de l'ordre présidentiel. En novembre 2004, un exercice de frappes fictives est coordonné par le Stratcom. Pour tous les militaires, l'ennemi supposé c'est l'Iran.

Tout au long de 2005, c'est la machine de propagande qui est mise en branle pour préparer l'opinion à une attaque sur l'Iran. Des journaux américains expliquent qu'il suffit à l'Iran d'une seule bombe pour traverser le système de défense anti missiles israélien et détruire une population à forte densité en Israël et qu'il faut donc tirer avant. Puis on passe un stade au-dessus : imaginez une attaque style 11 septembre avec cette fois un engin nucléaire. Les Etats-Unis se retrouveraient avec une économie de seconde classe. Un clip télévisé intitulé « *Un 11 septembre atomique : quand le mal est satisfait* » est diffusé en boucle sur les chaînes de 17 Etats américains les plus peuplés.

Puis c'est l'AIEA que la CIA essaye d'intoxiquer. En septembre 2005, le directeur de la CIA montre à El Baradei le contenu d'un ordinateur soi-disant volé dans un laboratoire nucléaire iranien : tout ce qu'il faut savoir pour faire une bombe défile sur l'écran. Mais aucune preuve formelle sur l'origine de l'ordinateur n'est apportée. Or avec le précédent des

armes de destruction massives en Irak, tout le monde se méfie désormais. Comme dit un membre de la CIA : « *Depuis l'Irak, nous devons faire face à un véritable problème de crédibilité vis-à-vis de nos alliés* ».

En septembre 2006, Bush père, effrayé de la tournure prise par l'orientation de son fils, lance une opération pour essayer de le neutraliser. Il a peur que le nom de la famille soit entaché aux yeux de l'histoire, si le fils exécute son projet de guerre contre l'Iran, avec des conséquences redoutables sur le plan mondial. Comme il ne peut pas dire son désaccord publiquement sur l'Iran, il va tenter de le discréditer sur l'Irak.

Bush père utilise ses liens politiques pour faire publier un rapport sur l'Irak qui va en sens totalement inverse de ce que dit et fait le fils. Le 6 décembre 2006, un rapport propose, aux yeux éberlués du monde entier, que les troupes de combat US quittent toutes le pays début 2008, ne laissant sur place que 10 ou 20 000 hommes chargés de former les unités irakiennes. Ce rapport propose en outre que les Etats-Unis ouvrent le dialogue avec l'Iran et la Syrie.

Bush fils est d'autant plus gêné que son action en Irak est devenue impopulaire. Il lâche du lest en se débarrassant de Ronald Rumsfeld, qu'il remplace par Robert Gates, ancien directeur de la CIA. Robert Gates, nouveau secrétaire à la Défense, découvre que les Etats-Unis ont commencé la guerre contre l'Iran : des forces spéciales du Pentagone mènent des opérations clandestines de sabotage et de déstabilisation sur le territoire iranien, en collaboration avec des groupes d'opposition financés et soutenus par les USA.

Tout le monde s'attend à une réduction de la présence militaire US en Irak. Mais Bush fils s'enferme dans une pièce spéciale du Pentagone, le Tank, équipée de systèmes de brouillage qui interdisent toute écoute électronique. Là, le chef d'Etat-major, le général Peter Pace, lui explique que la guerre est en train d'être perdue. Bush l'arrête et exige « *des plans pour la victoire* » ; il propose l'envoi de 60 000 hommes supplémentaires. Pace se tait, puis dit : « *L'armée est déjà en très mauvais état psychologique, physique. L'adoption d'une telle mesure, Monsieur le Président, provoquerait une véritable fracture en son sein* ».

Le 21 janvier 2007, Bush annonce l'envoi de 21500 hommes supplémentaires en Irak, et il nomme le général Petraeus à la tête de toutes les forces US en Irak, en remplacement du général Casey qui a eu des déclarations jugées défaitistes. L'essentiel de ces hommes est envoyé à Bagdad. Et Bush accuse l'Iran de fournir du matériel destiné aux attaques contre les troupes américaines. Le père Bush a perdu sur l'Irak. Mais son opération a jeté un doute sur la crédibilité du fils en matière militaire. Est-ce de ce fait, les plans de guerre contre l'Iran n'ont pas été exécutés.

En Irak, pour mener leur guerre puis maintenir leur présence militaire, les Etats-Unis ont dépensé de mars 2003 à fin 2007 300 milliards de dollars, dont 8 pour la reconstruction. Et le budget militaire annuel des USA a atteint en 2006 la somme astronomique de 500 milliards de dollars, contre 56 pour l'Education.

LES TENTATIVES ISRAELIENNES 2002-2006

Fin 2005, un peu avant son attaque cérébrale, Sharon a placé l'aviation israélienne en état d'alerte ; il envisageait une attaque contre l'Iran, programmée avant fin mars 2006. Mais

Sharon subit une attaque cérébrale en janvier 2006 (il est encore à ce jour, 24 mai 2008...) maintenu dans un coma religieusement artificiel. Sa disparition a-t-elle contribué à reporter l'attaque en préparation contre l'Iran ? En tout cas, les liens de Sharon avec les néo conservateurs américains sont très forts. Lorsque Ehud Olmert prend la succession de Sharon, Bush fils l'appelle au téléphone pour le féliciter et lui demande de prendre à ses côtés Dov Weisglass, le conseiller spécial de Sharon qui a des liens étroits avec Cheney et Condi Rice.

En janvier 2006, un avion militaire Antonov iranien transportant 11 commandants des gardiens de la Révolution s'écrase près de la frontière irakienne. Qui est responsable ? On ne sait pas. En 2006, Les Etats Unis démarrent une guerre financière contre l'Iran ; il s'agit d'étrangler financièrement Téhéran et de l'empêcher de pouvoir accéder à de nouveaux investissements. Des pressions sont exercées sur les banques japonaises, suisses, européennes et indiennes. Téhéran se tourne alors vers la Russie et la Chine.

Surtout, au cours de l'été 2006, Israël lance une guerre au Liban contre le Hezbollah. Le prétexte est que deux de ses soldats ont été pris en otage. Je persiste à penser que cette guerre que lance Israël à l'été 2006 est à la fois un substitut à celle qu'il désire mener contre l'Iran, et un moyen de faire avancer la configuration générale vers un affrontement global de l'Occident contre L'Iran. En tout cas, c'est une guerre préventive destinée à affaiblir un Hezbollah qui n'aurait pas manqué de réagir contre Israël en cas d'attaque contre l'Iran.

Israël déclare ses intentions sous une forme à peine voilée : « *Nous ne visons pas le Liban mais le Hezbollah ; (et un peu plus loin) le Hezbollah est manipulé par l'Iran* ». On serait donc des imbéciles si l'on n'en concluait pas qu'il faut faire la guerre à l'Iran.

Seulement voilà : Israël va faire une démonstration à laquelle ni ses militaires ni les néoconservateurs US ne devaient s'attendre. Israël s'avère incapable de mettre un coup efficace contre le Hezbollah. Aucune chance d'engager qui que ce soit dans ces conditions pour une guerre contre l'Iran !

LE TOURNANT SUNNITE DES AMERICAINS EN IRAK début 2007

Le fait qu'Israël n'ait pas été capable de venir à bout du Hezbollah inquiète gravement tous les dirigeants arabes sunnites de la région. L'importance de l'influence iranienne les affole, d'autant que les USA sont enlisés en Irak. En novembre 2006, le roi Abdallah d'Arabie saoudite reçoit le vice-président américain Dick Cheney : il ne lui cache pas sa critique de l'attitude des USA. Ceux-ci ont ouvertement soutenu, depuis le début de leur occupation de l'Irak, des milices chiïtes, pour tenter de battre les anciens baasistes et les milices sunnites nostalgiques de Saddam Hussein ou tout simplement hostiles à l'occupation américaine.

Abdallah n'hésite pas à faire des menaces à peine voilées contre les Etats-Unis : « *Une telle politique (de soutien aux milices chiïtes contre les sunnites) pourrait forcer le gouvernement saoudien à fournir toute l'assistance possible aux populations sunnites* ». Pour Dick Cheney, la menace est très sérieuse. En clair, l'Arabie lui annonce qu'elle pourrait soutenir tous les sunnites (y compris donc cesser de pourchasser Al Qaïda) si la pression anti sunnite des USA continue.

Les USA vont opérer un renversement complet de leur stratégie en Irak à partir du début 2007 (note : peu après le moment où nous avons rédigé le cours sur « l'Irak américain »). Sous la nouvelle direction du général Petraeus, les Américains forment de nouvelles milices dites « *civiques* », à base de combattants sunnites cette fois.

Un premier test est réussi en s'appuyant sur des tribus, dans la province d'Al-Anbar et de Salaheddine. En fait, c'est un petit clan tribal de la province sunnite d'Al-Anbar qui a commencé par approcher les commandants américains du secteur fin 2006. Le père et trois des frères du cheikh Abdoul Sattar Abou Richa, petit chef local, avaient été tués par des adeptes d'Al-Qaïda en Irak. Eux-mêmes avaient pour activité essentielle de détrousser les véhicules traversant « leur » territoire. Les Américains constituent donc avec eux une milice, payant les combattants 10 dollars par jour. Abou Richa fera l'erreur de serrer la main de Bush devant les caméras de télévision, et sera assassiné. Mais des dizaines de chefs locaux qui en ont marre des salafistes et vont l'imiter. L'expérience est ensuite étendue aux villes, y compris Bagdad.

En un an à peine, près de 70 à 80 000 miliciens sunnites sont salariés par les Américains à travers l'Irak. Les USA payent l'ennemi pour qu'il cesse ses attaques contre lui, et cela marche : une diminution spectaculaire des attaques anti américaines et contre les policiers et militaires irakiens est observée en 2007.

Seulement voilà, le pouvoir politique, issu d'élections sous contrôle américain, est aux mains de chiïtes. Et c'est à leur tour de s'inquiéter. Un ministre adjoint chiïte déclare : « *Subrepticement, c'est une nouvelle armée, un gros cheval de Troie, une milice plus puissante et plus dangereuse que toutes les autres que les Américains ont créée.* » Et d'ajouter : « *Que veut Washington au fond ? Répéter les erreurs commises en Afghanistan ? Multiplier les « seigneurs de guerre » qu'il sera impossible de désarmer ? Préparer la prochaine guerre civile peut-être ? Remettre la minorité sunnite au pouvoir pour faire pièce à l'Iran et satisfaire ses alliés sunnites du Golfe, les Saoudiens, les Jordaniens, les Egyptiens ?* »

Un des nouveaux enrôlés, par exemple, est un ancien colonel dans les services de sécurité intérieure, police politique féroce sous Saddam Hussein : « *Qu'avions-nous à perdre ?* explique-t-il. *La plupart d'entre nous ont accepté que les infidèles –les Américains– prennent leur photo et leurs empreintes pour entrer leur identité dans leurs ordinateurs, en échange du badge qui nous permet de sortir armés. Pas moi. Quand je sors, j'emprunte celui d'un de mes cousins. Je préfère rester anonyme. Un jour, les « Amriki » partiront (...) Les listes peuvent tomber entre les mains des Moudjahidines. Ou bien dans celles des « Iraniens » –les milices pro-iraniennes– qui nous gouvernent et dont il faudra bien qu'on s'occupe, plus tard... »*

Le journal Le Monde du 12 mars 2008 note : « *le processus qui avait consisté, dès avril 2003, à liquider l'armée et tous les services de sécurité, de même qu'à interdire tout emploi public aux adhérents du parti Baas, est bel et bien renversé.* » Cela aboutit à une renaissance sur le terrain de la gloire à Saddam Hussein, comme ce quartier central de Bagdad, Fazl, où les rues sont à nouveau couvertes de graffitis à la gloire du « *grand martyr Saddam* » et demandent « *la mort pour Maliki !* » –le Premier Ministre chiïte du pays. Mais les Américains ne s'en vantent pas.

Ils ne se vantent pas non plus de financer des organisations ouvertement terroristes, les mêmes qui posaient des bombes contre eux jusque fin 2006. Selon Eric Laurent, « *Washington et Riyad financent et arment huit mouvements extrémistes proches de l'organisation terroriste –Al-Qaïda- pour combattre l'influence iranienne* ».

Ce changement stratégique en Irak s'accompagne d'une nouvelle situation au Liban. Pour contrer l'Iran et le Hezbollah, l'Arabie saoudite a décidé de soutenir le gouvernement à majorité sunnite de Fouad Siniora, lui faisant passer de l'argent via les Américains. Selon Eric Laurent, entre juin 2006 et janvier 2007, le gouvernement libanais a ainsi reçu plus de 1 milliard de dollars, plus 200 millions d'aide militaire. Dans cette nouvelle guerre qui ne dit pas son nom, on a d'un côté : les USA, Israël, l'Arabie saoudite et le Fatah ; et de l'autre : l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

Toujours dans la logique de cette nouvelle stratégie, Dick Cheney s'est rendu au Pakistan en février 2007, et s'est mis d'accord avec le président Moucharaff pour apporter soutien logistique et financement au groupe Jundullah. Ce groupe de plusieurs centaines de sunnites a combattu en Afghanistan au côté des Talibans, tout en faisant du trafic de drogue. Ce gang tribal du Baloutchistan a pour mission de kidnapper et assassiner des militaires iraniens en traversant la frontière.

Enfin, dans l'autre camp, selon des documents saisis par les services de renseignements américains et irakiens en Irak, il semble que depuis peu Al-Qods (l'unité des Gardiens de la Révolution pour les opérations extérieures) soutiendrait même Al-Qaïda, qui a subi de gros revers en Irak depuis le changement stratégique mené par le général Petraeus.

LA GUERRE D'IRAN AURA-T-ELLE LIEU ?

Les USA attaqueront-ils l'Iran ? Ce qui est sûr, c'est qu'une telle agression peut avoir des conséquences politiques en cascades dont la portée est énorme. Si les régimes arabes tels que l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Jordanie, etc, soutiennent une telle agression ou ne s'y opposent pas assez clairement, ils risquent d'être balayés par une vague de colère de leurs populations.

Depuis début 2007, la Chine (impliquée dans le pétrole iranien) et la Russie (impliquée dans des ventes massives d'armes, dont un système de missiles anti missiles devant protéger les installations nucléaires de l'Iran) ont officiellement pris leurs distances vis-à-vis de Téhéran.

Les Européens ne disposant pas d'une armée digne de ce nom sont peu enclins à jouer des rapports de force militaires. Ils ont joué au contraire la carte de l'attrait économique, proposant à Téhéran un partenariat privilégié si celui-ci abandonne ses volontés d'enrichissement.

En 2003, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France ont négocié avec l'Iran et obtenu que les activités d'enrichissement soient suspendues. Puis l'Iran a rompu l'accord et repris l'enrichissement en 2004. Le scénario s'est reproduit un peu plus tard. Le 19 janvier 2006, dans un discours prononcé à l'île Longue, où sont basés les sous-marins nucléaires français, Chirac a menacé de frappes, éventuellement nucléaires « *ceux qui envisageaient d'utiliser (...)*

des armes de destruction massive (...) ». Un discours prononcé en même temps que se menait la négociation.

Les USA ont systématiquement torpillé dans le dos les propositions européennes, ce qui leur a enlevé toute crédibilité aux yeux de Téhéran. L'Europe, qui a des intérêts déjà engagés sur place, joue un jeu qui consiste à éloigner les Etats-Unis de l'Iran. Un simple coup d'œil sur une carte militaire de la région donne la mesure de l'encerclement complet de l'Iran par les forces armées américaines : Turquie, Irak, Koweït, Bahrein, Qatar, Emirats, Oman, Afghanistan, Pakistan : les missiles américains peuvent pleuvoir à travers la frontière iranienne sur des milliers de kilomètres.

Des commentateurs politiques jugent que Bush fils étant arrivé en fin de mandat, il ne serait pas en mesure d'ouvrir un autre front. Sauf que depuis le début, l'idée des dirigeants actuels aux Etats-Unis est que l'Iran est une des clés du problème qu'ils ont pour maîtriser la situation en Irak. De plus, il faut savoir qu'aux USA, si l'Irak divise l'opinion, qui s'est retournée contre l'intervention, l'Iran, lui, réunit républicains et démocrates dans la même réprobation. Tous sont unanimes à répéter que l'Iran ne doit pas être autorisé à posséder l'arme nucléaire.

Il y a aux USA des gens qui considèrent que la révolution islamique de 1979 est une calamité qui menace l'influence US au Moyen Orient, des gens qui tiennent absolument à venger l'affront de la prise d'otages de l'ambassade américaine en 1979, et ces gens tiennent à faire la peau à l'Iran, que l'on prouve ou pas ses intentions nucléaires sur le plan militaire. Mais d'autres ne sont pas d'accord. La Commission Baker-Hamilton préconise de négocier, et d'accepter y compris que l'Iran puisse mener des activités d'enrichissement sur son territoire. Après tout, des usines d'enrichissement fonctionnent aux Pays-Bas, au Japon, en Afrique du Sud, en Argentine, et il y en a une en construction au Brésil.

Si les partisans de la guerre arrivent à l'emporter sur les autres, une guerre est tout à fait possible, y compris dans les quelques mois qui restent d'ici l'élection présidentielle de novembre 2008, et ensuite aussi !

Mais si ces faucons sont écartés ou maîtrisés, les USA ne peuvent pas non plus laisser l'Iran posséder cette arme ; ils auraient alors à dos non seulement Israël mais également l'Arabie saoudite, l'Egypte, qui pourraient alors être tentés de vouloir à leur tour posséder l'arme atomique.

Se pose donc l'autre question, côté iranien. Ce pays veut-il vraiment disposer de l'arme atomique, et s'il le veut, est-il prêt à en payer n'importe quel prix, y compris celui, dont il ne peut pas ne pas savoir l'existence, du plan américain de frappes sur tout l'appareil militaire iranien ?

Ce qui est sûr, c'est que le nucléaire est un sujet de fierté nationale. Le président Ahmanidejad en joue régulièrement. Le problème est que face à des gens comme Dick Cheney et Bush fils, un Ahmadinejad peut considérer que de toute manière, les Américains veulent absolument sa peau. Et que tant qu'à faire, mieux vaudrait qu'ils les affrontent dans les meilleures conditions possibles. Et une des conditions pourrait justement être qu'ils aient de quoi frapper des intérêts américains, non seulement avec des armes classiques, mais aussi avec une arme atomique. Ce serait une première mondiale incroyable dans ce sens, ne serait-ce que contre les alliés des Américains dans la région.

En clair, entre des gens comme Bush fils et Ahmadinejad, l'intransigeance de l'un entraîne quasi automatiquement le durcissement de l'attitude de l'autre. Leur confrontation est en soi un danger majeur.

Depuis le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont essuyé échec sur échec. L'Afghanistan, l'Irak ont donné une image d'enlèvement, de nouveau Vietnam. Sur le fond, il faut bien voir que cela correspond aussi à la nouvelle situation objective : la puissance américaine est une puissance en sursis. Dans ces conditions, il n'est pas impossible que l'envie d'en découdre avec leurs derniers atouts, les armes et en particulier la bombe atomique, ait germé pour sauver les apparences, retarder l'inéluctable. La bête affaiblie est d'autant plus dangereuse.

A l'inverse, cette espèce de stabilisation de la situation que connaît l'Irak depuis le début 2007 a peut-être momentanément calmé les ardeurs guerrières des va-t-en guerre contre l'Iran. Mais c'est une tendance de fond inhérente au recul de la puissance américaine. C'est pourquoi il faut que les populations la voient clairement, la comprennent, pour pouvoir se donner une chance de l'arrêter.

Mai 2008

bibliographie :

Bush, l'Iran et la bombe : Eric Laurent, Plon, 2007

Georges Corm : Le Proche-Orient éclaté 1956-2003, Folio-histoire 93, Gallimard 2003

Iran, le choix des armes ? François Heisbourg Stock 2007

Iran : de la dictature du Chah à celle de Khomeiny, la révolution escamotée,

Exposés du Cercle Léon Trotsky : 30 avril 1987

Le Dessous des Cartes 2, Jean-Christophe Victor, Virginie Raison, Frank Tétart,

Arte éditions 2007

L'Iran : Questions Internationales, n°25 mai-juin 2007